

# La Mamounia sur la liste des privatisations lancées au Maroc

*L'État va céder une partie du capital du célèbre palace et ses parts dans les grandes sociétés publiques.*

On sait peu de choses des projets que doit financer l'argent des privatisations. C'est un vrai problème éthique: il n'y a tout simplement pas de débat public

YASSER YEDDIR  
TAMSAMANI, ÉCONOMISTE

JULIE CHAUDIER  
CASABLANCA

**MAGHREB** L'État marocain va vendre en Bourse ce mardi 2 % du capital de Maroc Telecom qu'il détenait encore, après en avoir déjà cédé 6 % le 16 juin. Cette cession, qui a d'ores et déjà permis à l'État d'engranger 6,7 milliards de dirhams (620 millions d'euros), se veut la première d'une longue série, car le gouvernement a lancé une nouvelle vague de privatisations.

Dans une lettre au FMI, le ministre de l'Économie et le gouverneur de la banque centrale ont ainsi annoncé la mise en place d'un programme de privatisations sur 2019-2024 qui doit rapporter l'équivalent de 4 % du PIB, soit près de 40 milliards de dirhams

(3,7 milliards d'euros) au budget de l'État. Ce dernier prévoit notamment d'ouvrir le capital du célèbre palace de Marrakech la Mamounia au secteur privé dès cette année.

Devant les craintes suscitées par la cession d'un joyau aussi emblématique de la Ville ocre, le ministre de l'Économie a toutefois assuré que l'hôtel resterait marocain. Seule une petite partie de son capital que se partagent l'Office national des chemins de fer (62 %), la Caisse de dépôts et de gestion et la ville de Marrakech serait en fait sujette à cession pour quelques millions d'euros.

L'objectif : améliorer la gouvernance du portefeuille de l'État et des entreprises publiques, mais également réduire le déficit public, même si le gouvernement

**4%**  
du PIB

c'est l'équivalent  
des recettes  
de privatisations attendues  
en 2019-2024

s'en défend aujourd'hui, pour le stabiliser autour de 3 % du PIB d'ici à 2020. Ce programme, avec d'autres engagements, a ainsi convaincu le FMI de renouveler, en fin d'année dernière, la ligne de précaution et de liquidité de 2,97 milliards de dollars accordée au Maroc. Il n'y a, jusqu'ici, jamais eu recours, mais elle sert de mar-

queur de confiance pour tous les autres prêteurs du Maroc. Paradoxalement, le royaume emprunte sur les marchés si peu cher « que le coût d'un emprunt équivalent au montant de la cession de Maroc Telecom serait identique aux dividendes qu'il reçoit aujourd'hui de l'entreprise. En d'autres termes, il n'a aucun intérêt financier à vendre aujourd'hui ces actions », pointe Yasser Yeddir Tamsamani, économiste à Rabat, affilié à l'OFCE. « Surtout, selon mes propres travaux de recherche, les entreprises privatisées à la fin des années 1990 et au début des années 2000, lors de la première vague de privatisations, via la Bourse de Casablanca, n'ont pas vu leurs indicateurs de performances s'améliorer significativement », ajoute l'économiste.

Cette année, les milliards de di-

rhams dégagés par la vente des entreprises iront pour moitié au budget de l'État et pour moitié au Fonds Hassan II. « L'idée est de soustraire au budget ordinaire de l'État une partie de ce financement extraordinaire. Ce fonds, parce qu'il reste attaché symboliquement au roi, donne de l'importance et de la visibilité aux projets qu'il finance. Il est notamment intervenu pour la LGV et le port Tanger Med », explique le politologue Mohamed Tozy.

« On sait peu de choses des projets que doit financer l'argent des privatisations. C'est un vrai problème éthique: il n'y a tout simplement pas de débat public. En octobre, le roi, dans un discours, a évoqué la nécessité de définir un nouveau modèle de développement », constate Yasser Yeddir Tamsamani. ■